

Le suffrage universel ? Le pire des systèmes ou le meilleur ?

écrit par Cachou | 25 avril 2022





Préambule

Aborder un tel sujet quelques heures après le second tour des élections présidentielles 2022 va faire penser à la grosse majorité des lecteurs qu'il s'agit là d'un article de circonstance. Ceci n'est absolument pas le cas. Il y a des mois, des années mêmes, que votre serviteur souhaitait écrire un tel article sans en avoir vraiment pris le temps.

Un tel sujet fait partie des thèmes où tous les avis et leurs contraires ont toujours de bons arguments. En général, de bons arguments solides. On se retrouve un peu dans la thématique du « pour ou contre » le maréchal Pétain, pour ou contre le sabordage de la flotte de Toulon le 27 novembre 1942, pour ou contre du « *Je vous ai compris* » du général De Gaulle du 4 juin 1958 sur le balcon du Gouvernement général d'Alger depuis interprété dans son tout et son contraire, et bien d'autres dans l'Histoire.

Histoire et évolution du suffrage universel

Le prédécesseur du suffrage universel est le cens. Nous ne retiendrons de ce mot, dont le sens a évolué au fil des siècles, que son état d'impôt, dans le cas du suffrage censitaire, qui était un seuil d'imposition (quotité d'imposition) qui conditionnait le droit de vote et l'éligibilité des citoyens.



La révolution française du 22 au 25 février 1848 renverse la monarchie de juillet très contestée à l'époque. On lui reprochait son manque de social (déjà bien français !), et aussi son attachement au suffrage censitaire suscité. Il est institué, le 02/03/1848, le suffrage universel masculin.

La révolution de 1789 avait, en principe et sur le papier, couronné l'égalité civile. Celle de 1848 couronne celle du suffrage universel... pour les hommes uniquement. Le corps électoral passe ainsi de 250 000 à 9 395 000 inscrits ce qui a permis délire les 23 et 24 avril 1848 880 députés.



Mais, la loi du plus fort étant toujours la meilleure, c'est-à-dire celle du peuple quand il est uni face aux hommes politiques, les choses changent très vite. Les Ateliers Nationaux très utiles aux ouvriers doivent fermer car trop coûteux. **Les politiciens en place, transis de peur de ces « révolutionnaires » ayant le droit de vote car étendu à tous les hommes, limitent l'accès au vote par la loi du 31/05/1850.**

Tous ceux qui n'ont pas de résidence fixe depuis au moins trois ans perdent le droit de vote. Cela exclut trois millions de citoyens, des vagabonds mais aussi des ouvriers appelés de chantier en chantier à travers toute la France. Par conséquent, le corps électoral diminue d'un tiers (de 9 à 6 millions) et de 50 % dans les villes. Cette loi permet de rassurer les plus conservateurs.

Enfin, Louis Napoléon abroge cette loi dès le 2 décembre 1851 puis le principe du suffrage universel ne fut jamais remis en cause par la suite.

Concernant le droit de vote des femmes, c'est la Révolution française, présentée par les gauchistes d'aujourd'hui comme étant native des idées les plus progressistes, qui ont éjecté les femmes de la vie politique. Elles sont officiellement exclues du droit de vote par l'Assemblée nationale le 22 décembre 1789.

Note de Christine Tassin : c'est plus compliqué que cela. Si les révolutionnaires n'ont pas donné le droit de vote aux femmes, c'est à la fois parce qu'ils avaient peur des assemblées de femmes qui, déchaînées, ont été capables des pires horreurs pendant la révolution, mais aussi parce que, à l'époque, c'était les prêtres qui avaient tout pouvoir sur les dites femmes par le jeu et le pouvoir de la confession. Dans cette période de remise en cause du pouvoir et de la noblesse et du clergé, donner le droit de vote aux femmes revenait à se tirer une balle dans le pied. La femme que je suis pense qu'ils ont bien fait et qu'il fallait bien attendre le XXème siècle et la prise de distance par rapport à la religion pour que les Hommes soient plus libres de leurs choix, de leurs votes. Par ailleurs, ce n'est pas un hasard si notre association et site s'appelle *Résistance républicaine*, nous sommes de farouches défenseurs et de la république et de la révolution bien que n'étant pas des gauchistes fanatiques ;-).



Le 21 avril 1944 les femmes obtiennent le droit de vote définitivement.

Voilà pour le rappel historique, place maintenant à la réflexion. Le suffrage universel, bien qu'établi tardivement puisque, pour les femmes, la France est le dernier pays à l'avoir mis en place après 43 autres, permet à tout citoyen français d'avoir le pouvoir de voter.

Qu'est-ce que le suffrage universel ?

C'est la reconnaissance du droit de vote à l'ensemble des citoyens en opposition au suffrage restreint qui réserve le droit de vote à certains citoyens, en particulier au suffrage censitaire ou au suffrage capacitaire.

Quel est l'objectif du suffrage universel ? Il consiste à

élire les représentants et gouvernants d'un peuple, afin de choisir la politique collective la mieux adaptée qui permettra développement et prospérité du pays. Le peuple dispose ainsi de son destin. Le suffrage universel a donc pour objectif une dynamique politique collective pour le bien du pays, donc du peuple.

Pour qu'un suffrage universel remplisse donc pleinement sa fonction, absolument essentiel pour un pays, sa raison d'être doit être rigoureusement respecté. Est-ce le cas ?

Depuis environ 50 ans et jusqu'à aujourd'hui, je me limiterai à cette tranche de temps, le suffrage universel est-il bien utilisé comme il doit l'être en France ?

Il faut pour cela faire une analyse à la fois des chiffres relatifs à la bonne santé ou non d'un pays, ainsi que de la mentalité personnelle généralement répandue dans le pays.

En France, les chiffres sont-ils excellents ? Il est inutile de démontrer dans le présent article qu'ils sont non seulement mauvais, mais catastrophiques depuis quelques décennies. Toutes les situations s'aggravent de façon extrêmement préoccupante, faisant déjà l'objet, avant toute aggravation, d'un état déjà dramatique.

La fiscalité est désastreuse et fait fuir toutes les personnes pouvant vivre de leurs salaires quand ce dernier est assez élevé. Il ne peut jamais exister un pays développé sans ce que l'on nomme en France péjorativement « des riches ». Si tous les Français en âge de voter le veulent vraiment, il n'y a qu'à établir la [flax tax](#). Bien évidemment la grosse masse des assistés et entretenus sociaux s'y opposeront car leur souci est d'encaisser l'argent de la collectivité et surtout de ne pas y participer.

Le système de santé avec ses 100 000 lits fermés ces 30 dernières années, le numerus clausus dénoncé il y a 40 ans mais non entendu par les fonctionnaires de l'époque,

l'obligation de faire appel à un corps médical largement sous formé d'autres pays européens voire extras européens, les milliers de soignants virés avec une extrême violence du jour au lendemain sans salaire pour ne pas avoir accepté l'empoisonnement, fait de notre système de santé comme étant il y a deux générations le meilleur au monde, le plus mauvais aujourd'hui des pays portant encore l'étiquette de « développés » ou « riches » c'est au choix.

*L'équipement de nos hôpitaux sous
Macron et prédécesseurs*



Le Grand remplacement, incontestablement établi pour qui a encore quelques neurones fonctionnels, procède méthodiquement et quotidiennement au remplacement de notre civilisation.

Enfin bref, si je devais détailler les 40 dernières années de la politique de ce pays à l'époque appelée « France », l'Encyclopédia Universalis ferait figure de grain de sable par

rapport aux textes qui seraient écrits à ce sujet.

Ainsi donc le constat de la France aujourd'hui est celui d'un bateau à moitié coulé. Il doit y avoir donc un effort collectif, opérationnel et efficace pour colmater la brèche, ramener le navire au port, le réparer, et repartir.

Pour cela, il faut responsabiliser les Français, leur donner le sens du travail et abandonner l'assistanat. Autrement dit, il faut faire l'impossible.



Qui devrait pouvoir voter ?

Il en est que rien de tout cela ne se passe. Le hold-up du suffrage universel a fait que, parlant pour la globalité de la population française, ce suffrage universel est devenu un suffrage personnel. Depuis 45 ans, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, la France est entrée dans un profond égoïsme, illimité, et seul une hypothétique réponse à un désir personnel égoïste fera l'objet d'un bulletin de vote en faveur du prometteur.



En effet, pour l'écrasante majorité des votants, l'obligation du suffrage universel devrait leur faire penser à un avenir de leur pays le plus radieux possible. Or les politiques proposées par les candidats, sont totalement zappés par l'écrasante majorité des électeurs, dont seules des promesses extrêmement ponctuelles allant toujours, bien évidemment, dans le sens d'une paresse ou assistanat supplémentaire, guident leurs mains pour mettre le bulletin dans l'enveloppe.

De même, cette partialité illimitée à un égoïsme personnel surdimensionné, induit des haines et jugements envers les nécessités dont un pays a besoin pour son développement donc le bien-être de l'ensemble de sa population, j'ai nommé tous ceux dont le pouvoir d'achat dépasse une normale, la plupart du temps dû d'ailleurs à leur travail et esprit d'entreprise.

De même également, les syndicats de ce pays ne sont aucunement dignes d'exercer cette fonction et d'en porter le titre. Ils ne sont que partis politiques militants et blocages de toute évolution. Ils ont un siècle de retard, faisant mine de ne pas comprendre que le dirigeant d'une entreprise est un élément clé de la réussite, et non pas une cible à abattre coûte que coûte.

Le peuple français, que l'on pensait capable de raisonnements, réflexions, et analyses s'est révélé avec la propagande massive stalinienne lors du génocide volontaire européen et mondialiste organisé de toute pièce, comme n'ayant aucune des qualités susnommées, toujours pour la majorité de la population.

Pour tout gouvernement dans ce pays, l'énormité d'une idée ne pose aucun problème pour devenir crédible, tout n'est qu'une question de moyens propagandistes. Depuis ces 50 dernières années les exemples ont été multiples, mais la inventée crise du Covid a été le summum de l'inconcevable : des dizaines de millions de gens se sont précipités, et se précipitent encore aujourd'hui, pour se faire injecter un produit expérimental dont on ignore



absolument tout de l'action lors de l'injection et de l'avenir, dont on explique qu'il ne protège pas de la maladie de même qu'elle peut être transmise, et dont on constate dans les services hospitaliers indépendants du pouvoir politique (c'est-à-dire très rare désormais en France) que le taux de mortalité n'est aucunement inférieur aux gens ayant refusé cette propagande éléphantinesque. Comment les crânes vides ont-ils pu être, et être encore, aussi nombreux ?



La « crise » des gilets jaunes récente a permis de constater les revendications d'un peuple qui était tout ce que l'on pouvait imaginer, à l'exception totale et jamais évoquée desdits gilets du désir d'entreprendre, de responsabilité individuelle, de l'honneur de vivre de son travail et non d'assistanat, d'admiration de ceux qui font tourner des pans entiers économiques, de préservation de notre population et rejet d'immigration massive islamique illégale et même légale. Rien de tout cela, que de l'égoïsme et de l'assistanat.

Cette « crise » s'est terminée par un chèque de 17 milliards d'euros pour solde de tout compte. Et tout les gilets sont rentrés chez eux, heureux de 17 milliards d'assistanat supplémentaire.

Également dans cette affaire, combien de Français se préoccupent de leur pays sous perfusion de l'emprunt, n'ayant, et ne cherchant, aucune notion à ce sujet. Combien de Français savent qu'au-delà d'un certain niveau de dette, le poids des intérêts limite l'action publique et pèse sur le niveau des taux d'intérêts, d'où une éviction de l'investissement privé productif.

Les seuls intérêts de la dette publique française actuellement représentent aujourd'hui près de 3 % du PIB, soit près de 5 % de la dépense publique. Aujourd'hui, la dette apparaît donc plus comme un frein à l'intervention publique que comme un instrument au service de celle-ci.

« Jacques Cheminade affirmait en 2017 : « Notre dette publique était de 239 milliards en 1979, elle est de 2.170 milliards aujourd'hui. Pendant ce temps, on a payé 1.400 milliards d'intérêts. C'est ça une occupation financière ».

Pour vérifier ses dires, le calcul a été refait avec les

comptes nationaux de l'INSEE, 1.350 milliards d'intérêts versés depuis 1979. La dette, elle-même, atteignait 2.147 milliards au début de l'année. Et cette explosion est due en partie, c'est exact, au poids des intérêts. Car chaque année depuis que l'État est en déficit, donc depuis 1975, il emprunte sur les marchés pour payer ses dépenses courantes. Ces emprunts génèrent des intérêts qui viennent s'accumuler aux sommes dues. Depuis plus de 20 ans, le remboursement de ces intérêts avale chaque année plus de 40 milliards. » (Référence : <https://www.europel.fr/emissions/Le-vrai-faux-de-l-info2/a-t-on-payé-1400-milliards-dinterets-sur-la-dette-depuis-1979-3297800>) ».

« La France va émettre une dette publique faramineuse en 2022. La France continue d'emprunter à tout va. L'Hexagone prévoit d'émettre 260 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme en 2022, un montant similaire à 2020 et 2021, rapporte l'Agence France Trésor (Référence : <https://www.capital.fr/economie-politique/la-france-va-emettre-une-dette-publique-faramineuse-en-2022-1415041>) ».

Ainsi donc, peut-on croire entendre les Français parler, connaissant leur mentalité d'égoïsme et d'assistanat surdimensionné, comment peut-on croire que leurs votes est dans l'intérêt commun, c'est-à-dire celui du pays et par répercussion le leurs ?

C'est pourquoi, même si cette opinion peut faire sujet à débat, je suis extrêmement profondément persuadé que le suffrage universel est une erreur capitale, monumentale, pouvant amener à des catastrophes épouvantables.

Note de Christine Tasin : vaste débat, mais si la démocratie n'est pas LE remède magique, LA solution valable partout et pour tous les peuples, pour les Occidentaux aucun autre régime dans l'histoire du monde n'a pu faire mieux, sauf les anciens Grecs qui réservaient le droit de vote aux citoyens (pas aux

femmes) et l'interdisaient aux métèques (étrangers vivant à Athènes) et aux esclaves, mais les sirènes de Philippe de Macédoine puis d'Alexandre pour endormir la vigilance de ceux qu'il voulait conquérir, la brutalité du despote perse Darius qui aurait conquis et soumis Athènes sans la magnifique victoire de Marathon montrent à l'envi que la démocratie est fragile... mais qu'elle a depuis toujours semblé si importante que des millions de citoyens ont toujours été prêts à donner leur vie pour la défendre, la conserver. 1789, la Commune, les Résistants de la seconde guerre mondiale qui se battaient pour la liberté, c'était, au-delà de la liberté de leur pays, la liberté de notre régime...

À l'époque où j'écris ces lignes, le premier tour des élections présidentielles 2022 est déjà passé mais je n'ai pas les résultats du deuxième tour. Le dictateur Macron serait, selon les sondages, en tête pour le second tour. Au premier tour, le stalinien pur et dur **Jean-Luc Mélenchon qui prône une dictature digne du temps de l'URSS, et un envahissement officiel de l'islam pour notre pays, une « créolisation » qu'il répète à tout-va, a réussi un score de 21,95 %.** Comment cela est-il possible ?

Comment ne pas être profondément choqué de voir que le suffrage universel a failli faire arriver au second tour un copié-collé de Staline, additionné d'un Grand remplacement ? Tout simplement par l'immaturité cosmique politique du peuple français qui, comme dit ci-dessus, ne voit que son seul unique et égoïste intérêt lors du vote. Le fait qu'il va mettre en place une société d'horreur, d'élimination et de violence, ne lui effleure pas l'esprit dans lequel il ne reste plus aucun neurone politique.



Alors, le suffrage universel ? Pour moi, c'est non, non, et encore non.

Qui doit voter alors ?

Tout d'abord ceux qui paient des impôts. Celui qui n'en paie pas est un total passif de tout ce que la société met à sa disposition sans la moindre participation, et doit ipso facto être exclue du suffrage universel. Il ne participe en rien à la construction du pays, il est scandaleux de lui donner la parole pour l'avenir de ce pays. Même s'il est humainement extraordinaire, ces deux choses n'ayant rien à voir ensemble.

Également ne pourraient voter que ceux dont l'esprit serait globalement tourné vers un avenir équilibré et démocratique du pays. Pourquoi pas des tests, ou autres moyens dans cet objectif ? Lors d'un projet d'embauche, les entretiens se succèdent et les tests écrits également. Au nom de quoi pour l'avenir d'un pays il n'en serait pas fait autant pour ceux qui vont en déterminer l'avenir ?

On exige bien pour passer en faculté un diplôme terminal des études secondaires, le baccalauréat. Même si ce dernier depuis 40 ans est passé du niveau de terminale au niveau de quatrième, avec des notes systématiquement remontées avant publication des résultats afin de cacher au maximum l'effroyable effondrement de notre niveau scolaire, officiellement il existe encore.

Pourquoi pas quelque chose d'équivalent pour des gens qui vont déterminer de l'avenir d'un pays s'il restera démocratique ou entrera en dictature ?

Pourquoi pas aussi un suffrage indirect calculé au mieux pour les intérêts de la France ?

Également, l'État devrait interdire, comme cela se fait aux États-Unis, à tous les partis prenants en référence ou présentant des ressemblances profondes à des systèmes politiques totalement inacceptables par le bon sens humain, de présenter des candidats.

**Le Livre noir du
communisme**
Crimes, terreur,
répression



Mémorial des Victimes du Communisme et de la
Résistance anti-communiste en Roumanie

Avez-vous observé aux États-Unis des communistes, des trotskistes, des léninistes se présenter ? Il est difficile de trouver des équivalents sur l'extrême droite (même s'il en existe évidemment) car la quasi-totalité des régimes de saloperies qui ont martyrisé des parties entières de la planète sont tous de gauche. Souvenez-vous du livre « *Le Livre noir du communisme* » publié en

1997 aux éditions Laffont par un collectif d'universitaires ? Une démocratie n'a pas besoin de Jean-Luc Mélenchon ni de Poutou ni d'Arthaud. Les systèmes politiques qu'ils veulent mettre en place sont ceux qui ont fait les plus grands malheurs de la planète entière depuis des siècles.

Il est bien sûr assez difficile de déterminer les critères précis (à part ceux qui paient des impôts et ceux qui n'en paient pas) pour donner le pouvoir de voter à une partie du peuple français.

Mais j'ai la certitude que le suffrage universel, traditionnellement décrits comme étant le « *moins mauvais système* » (Winston Churchill), est un des plus mauvais fait dans sa forme actuelle, car il peut plonger notre pays dans des systèmes communistes. Pourquoi ? Parce qu'il permet l'arrivée au pouvoir légalement de gens qui mettront des systèmes politiques en place d'une horreur et violence indescriptible, et qui supprimeront eux-mêmes le système d'élection qui leur a permis d'être au pouvoir.

Note de Christine Tasin : *merci à Cachou pour cette analyse plus que d'actualité, en cette époque où le vote musulman et celui de dégénérés violents comme les antifas peut en effet soumettre les honnêtes gens à la dictature d'un Macro ou d'un Mélenchon. Je ne saurais néanmoins quant à moi souscrire à sa première proposition, le retour au vote censitaire... Je ne peux*

m'empêcher de penser à ma mère, mère courage qui, dans les années 50, m'a élevée seule, sans un centime d'allocation, en faisant des ménages, de durs ménages, la lessive des patronnes au lavoir, la lessive faite à la main en allant chercher l'eau à la fontaine... cette femme-là n'aurait pas eu le droit de voter parce qu'elle n'aurait pas payé d'impôt ? Cela me semble inacceptable... Pour le reste, il y a beaucoup à dire, à discuter...